

ÉDITO

Gouverner.

Lutter. S'adapter. C'est dans un quartier de Marseille un règlement de compte entre dealers. C'est un ministre qui réclame la dépénalisation de la consommation du cannabis puis qui se rétracte. C'est un maire qui décide de faire la grève de la faim devant l'Assemblée nationale pour aller de l'avant contre les ghettos urbains. C'est un samedi de novembre à NDDL, le matin les forces de l'ordre qui frappent et l'après-midi l'annonce d'un dialogue avec les frappés. C'est un Président qui semble faire marche arrière sur le « mariage pour tous » et qui, quelques heures plus tard, remet la marche avant.

La crise est aussi la crise de la politique, l'expression des contradictions dans lesquelles le gouvernement et la classe politique évoluent.

Les écologistes n'échappent pas à cette situation. On croit que nous ne pesons pas au gouvernement. Sans Cécile et sans Pascal, les manifestations et l'alerte lancée par Dany dans le journal Libération sur Notre-Dame-des-Landes, aurions-nous été entendus ? Sans les ministres écologistes, que vaudrait la colère de Mamère ? Ce sont les paradoxes et les contradictions de la situation. Dans cette complexité, nous devons savoir avancer, reculer, ré-avancer, négocier et râler. Parce que l'écologie politique est porteuse d'une espérance civilisationnelle nouvelle et partagée, nous devons savoir nous adapter.

Rodrigo Arenas

Porte-parole régional



Manifestation à Nantes le 17 octobre

PHOTO : ERIC COQUELIN

EELV ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE

NOTRE-DAME-DES-LANDES

► « *On n'impose pas un modèle de société par la force* ». C'est par ces mots que Jacques Perreux, conseiller régional d'Ile-de-France, a commencé son intervention en séance plénière le vendredi 22 novembre, alors que les forces de police investissaient le site de **Notre-Dame-des-Landes**. Il répondait ainsi au Premier ministre pour qui « *nous ne nous laisserons pas dicter une vision du monde qui n'est pas la nôtre* ». La vraie question est ainsi posée. Depuis des années, militant-es et élu-es s'opposent à ce projet d'aéroport coûteux, inutile et destructeur de l'environnement et de terres agricoles. A l'heure des restrictions budgétaires comment s'obstiner à dépenser des centaines de millions d'euros dans une infrastructure imaginée dans les années 1970. La lutte pour sauvegarder la biodiversité est un enjeu national. Le gouvernement envisage de créer une agence nationale de la biodiversité. Les zones humides disparaissent et on tente partout de les sauver. Or, 90% du territoire du projet se situe en zone humide ! La disparition de terres agricoles est l'une des préoccupations majeures des paysans qui voient partout leurs terres grignotées par l'urbanisation, les pôles logistiques, les infrastructures... C'est un enjeu essentiel pour l'alimentation. Les terres bocagères de **Notre-Dame-des-Landes** sont des terres agricoles dont nous avons besoin. Le 17 novembre, venu-es de toute la France, les opposant-es au projet ont manifesté leur hostilité au projet. Des dizaines de milliers de personnes sont venues en train, en autocars, en voiture (partagée)... EELV-IDF a affrété pas moins de 7 autocars. En Ile-de-France, nous sommes à l'initiative ou présents dans de nombreuses actions et manifestations. La première réponse du Premier ministre faite de violence en détruisant les maisons et en gazant, assourdissant ou arrêtant les manifestants était condamnable. La seule issue est dans le dialogue. Nous continuerons d'agir pour convaincre de la nocivité de ce projet.

◆ JEAN-LUC DUMESNIL, Secrétaire régional ◆ ADRIEN DELASSUS, Chargé des campagnes et actions au BER



PHOTO : VINCENT BERVILLE

LA COOPÉRATIVE DÉBAT

OXFAM. 227 millions d'ha de terres vendues depuis 2001.

► Jeudi dernier, la coopérative francilienne organisait un débat sur l'accaparement des terres agricoles : après le visionnage du film « Planète à vendre », un fort bel échange a eu lieu entre Oxfam, Greenpeace, l'Agence française de développement et plus de 200 personnes, dont de nombreux membres d'EELV. Il s'agissait, pour la première fois, de permettre à cette coopérative d'organiser une rencontre qui rende possible le dialogue sous un angle différent : les politiques ne faisaient pas partie des intervenants, les militants et sympathisants étaient seulement présents dans la salle, aux côtés d'écologistes non-encartés. Il est à noter que dans ce contexte précis, les associations ont accepté l'affichage de leurs logos aux côtés du nôtre et envisagent des collaborations plus régulières. Ce type d'action permet le rapprochement entre la société civile et les partis, attendu par nos militants et sympathisants et nous la renouvellerons prochainement.

◆ **NATHALIE LAVILLE**,
secrétaire régionale adjointe, chargée
des relations avec la Coopérative



PAROLE DE MILITANT/ES

LES ACCORDS DE GATIGNON

BANLIEUE. Pour sauver les finances de sa commune, le 9 novembre dernier, Stéphane Gatignon commençait une grève de la faim... à laquelle il mettait un terme le 15 novembre suite à un compromis trouvé avec le gouvernement.

Le 9 novembre dernier, sur une place proche de l'Assemblée, Stéphane Gatignon installait une tente sous une banderole : « Stéphane Gatignon, maire de Sevan, en grève de la faim. Les budgets des communes pauvres ont besoin de solidarité face à la crise. » Et durant près d'une semaine, élu.es, Sevanais.es et simples quidams lui ont témoigné leur solidarité. Une mobilisation et une détermination qui ont fini par porter leurs fruits.

La visite de Manuel Valls et de Claude Bartolone avait été un premier signal. Au-delà de l'amitié, la compréhension d'anciens élus locaux confrontés, eux-aussi, aux difficultés était manifeste. Mais Jean-Marc Ayrault avait ensuite fait savoir que l'élu de Seine-Saint-Denis n'obtiendrait pas les 5 millions demandés pour résorber le déficit structurel de sa ville pourtant éligible à tous les dispositifs d'aide mis en place depuis des dizaines d'années. L'édile y avait vu « *un acte de mépris* ». L'espoir est alors venu de la conférence de presse de François Hollande du 13 novembre. « *C'est la première fois que le Président parle de la banlieue de façon concrète et qu'il parle des enjeux de la péréquation* », s'est réjoui le maire de Sevan. De fait, il obtient le remboursement des avances faites au nom de l'Anru pour la rénovation des quartiers, soit 4,7 M€ et une dotation budgétaire structurelle et annuelle qui sera de l'ordre de 5 M€.

« LES COLLECTIVITÉS SONT JUGÉES COMME DES ENTREPRISES ; LES BAILLEURS DE FONDS PENSENT COMPTE D'EXPLOITATION. »

Voilà pour l'essentiel d'un mille-feuille complexe. De quoi envisager l'année 2013. Pas de miracle, mais la reconnaissance par tous que le dispositif de péréquation et d'équité ne joue pas, qu'une nouvelle politique de la Ville, une autre gestion urbaine et des finances locales sont nécessaires. « *Les collectivités sont jugées comme des entreprises ; les bailleurs de fonds pensent compte d'exploitation. Alors, qu'un élu de la République soit capable de s'engager de cette façon pour sa commune dans un monde où dominant le cynisme et l'égoïsme a été un élément fort. L'effet de sidération a joué aussi un grand rôle.* »

Aujourd'hui, Stéphane Gatignon est invité à la table de la mission confiée par le ministre délégué chargé de la Politique de la Ville auprès de Cécile Duflot, François Lamy, à François Pupponi, député-maire de Sarcelles, sur les modalités de mise en œuvre de la solidarité intercommunale et financière. Autrement dit, la péréquation entre villes riches et villes pauvres.

Le 5 octobre, à l'occasion des états généraux de la démocratie territoriale organisés par le Sénat, lors de son discours sur la réforme de la décentralisation (l'Acte III), François Hollande avait dressé les contours d'un nouveau projet de loi présenté au Parlement début 2013. Et si par sa grève de la faim, l'élu de Sevan avait hâté le concret de cette réforme ?

◆ **BERNARD BOURDEIX**, EELV Paris

LES JEUNES ÉCOLOGISTES MOBILISÉ/ES !

Les jeunes écolos contre NDDL le 10 octobre à Paris



PHOTO: FABRIENNE ROUMET

MILITEZ ! D'Aurore Martin jusqu'à l'égalité des droits, les jeunes écologistes sont sur tous les fronts.

► C'est un automne très militant pour les Jeunes Écolos d'Île-de-France, qui ont été sur tous les fronts. Réaction à l'arrestation d'Aurore Martin, déplacement en nombre à Strasbourg pour retrouver des jeunes écolos de toute la France et préparer le grand débat à venir sur l'énergie, soutien à Stéphane Gagnon dans sa lutte courageuse...

Mais aussi le lancement de la campagne « Égalité », pour demander l'égalité des droits : mariage et adoption pour toutes et tous ! Une campagne marquée par une série de kiss-in : unitaire à Paris, les Jeunes Écolos se sont embrassé-e-s pour l'égalité à Amiens, Clermont-Ferrand,

Marseille, Rouen, Bayonne, Besançon, Lyon, Nancy, Strasbourg et d'autres encore. Surtout, le mois de novembre est marqué par la mobilisation pour défendre Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'Ayraultport : depuis les premiers rassemblements à Paris jusqu'à la grande manifestation du 10 novembre, les Jeunes Écolos d'IdF ont répondu présent. Et ils étaient nombreux à marcher pour la réoccupation de la Zone à défendre, le samedi 17, à Notre-Dames-des-Landes, aux côtés d'EELV, des autres organisations, des zadistes, des agriculteurs, de l'ACIPA et de tous les opposant-e-s à ce projet. Mobilisé/es !

◆ JEUNES-ECOLOGISTES.ORG/PARIS

La photothèque militante

► Eric, Fabienne, Xavier, Françoise, Claire, Vincent sont photographes et militants écolos. Leurs photos des actions écologistes sont utilisées dans ce journal et sur les sites web du parti. Vous aussi, envoyez-nous des photos de vos actions : nous les mettrons en partage dans la photothèque militante du site <http://idf.eelv.fr>

◆ Contact : eelv.idf@gmail.com



Eric Coquelin, par Claire Grover

CHIFFRE

70%

C'est le nombre de forêts menacées par la sécheresse dans le monde, alors qu'elles abritent deux tiers des espèces animales et végétales recensées.

DROIT DE VOTE DES RÉSIDENTS ÉTRANGERS

ÉGALITÉ.

Les écologistes demandent le respect de l'engagement de campagne de François Hollande pour le droit de vote des résidents étrangers dès les élections municipales de 2014..



► Depuis 1981, les candidats socialistes promettent le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers. Une promesse que les candidats socialistes renouvellent à chaque élection... puis reportent quand ils sont élus. A ce jour, onze pays européens ont accordé le droit de vote aux élections locales à tous les étrangers après une durée minimale de séjour sur leur territoire (entre deux et cinq ans) et dans cinq de ces pays, les étrangers ont également le droit de se faire élire aux élections municipales. L'observation de l'usage de ce droit dans tous ces États montre qu'aucune démocratie n'en a été mise en danger, bien au contraire. Les écologistes ré-affirment leur attachement à ce principe démocratique : que ceux qui vivent dans une commune française, payent leurs impôts et s'acquittent de leurs devoirs citoyens, puissent aussi bénéficier de leurs droits en participant aux élections locales. Nous demandons à François Hollande de tenir cette promesse forte de son programme et de faire passer maintenant la loi permettant le droit de vote des étrangers pour les élections municipales de 2014. Pour que le slogan « Je vis ici, je vote ici » devienne enfin une réalité dans toutes les communes de France.

CARTE BLANCHE

**Je fonds pour
les énergies
renouvelables !**



CONCEPTION : MAYA CARRASCO - IMPRIMÉ PAR L'ARBRE AUX PAPIERS



Adhérez.
idf.eelv.fr/adherer

